

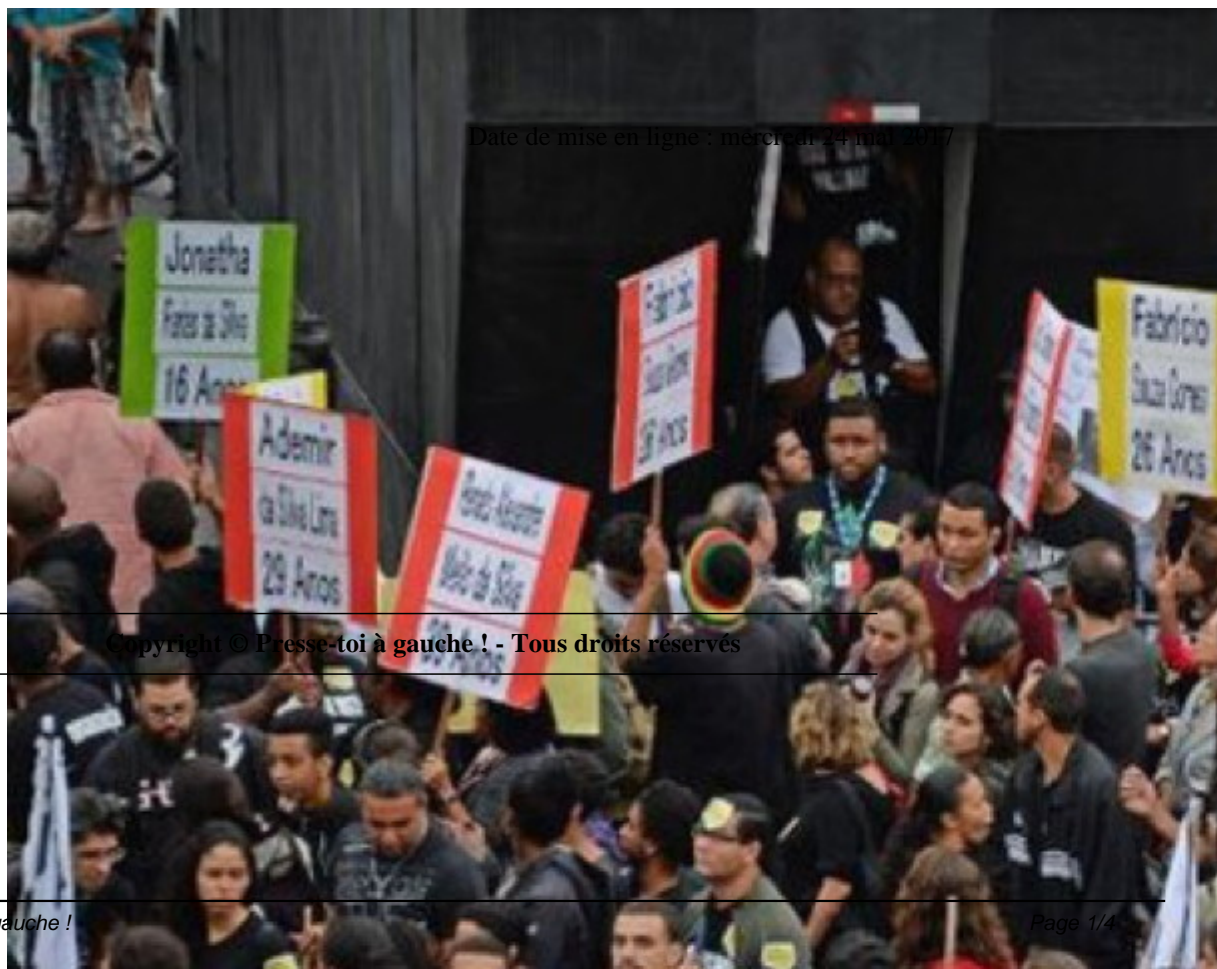


Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Ebullition-et-greve-au-Bresil>

Ebullition et grève au Brésil

- International - Amérique latine -



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La 28 avril 2017 restera l'un des jours le plus important de l'histoire récente du Brésil. La classe ouvrière a repris son rôle de premier plan sur la scène politique et a protesté de façon unitaire, avec une grève générale, contre les mesures sur les retraites et le travail engagées par le gouvernement illégitime de Temer.

Tiré du site de [Ensemble](#).

L'appel pour un jour de grève a été suivi d'un arrêt total ou partiel dans les transports, dans les institutions de l'enseignement, dans des activités économiques de plusieurs capitales et villes. Il a compté sur d'innombrables manifestations et blocages de rue, d'avenues ou importants accès aux centres urbains pendant toute la journée, à commencer par les initiatives de soutien aux chauffeurs de bus et de métro dès l'aube du 28.

Le soutien à la grève a été extraordinaire, au-delà de ce qui se prévoyait initialement. La date a été définie par les sept centrales syndicales un mois avant, période pendant laquelle l'amplification du soutien à la grève n'a cessé d'augmenter : par des syndicats, des associations, différents représentants de catégories (étudiants, professeurs, collèges, écoles) et d'autres segments de la population. Des archevêques et des évêques de l'église catholique et des représentants de l'église méthodiste ont rejoint le mouvement.

Malgré le boycott de l'évènement de la part des médias, qui n'ont jamais relaté la préparation du mouvement les jours qui ont précédé la grève, c'était le principal sujet de conversation dans les différents lieux publics, les bus, les métros, les trains, dans les supermarchés, dans les queues des banques, chez les petits commerçants. Dans plusieurs villes, les commentaires étaient qu'il n'a jamais été aussi facile de parler de grève !

Le pays a vécu la plus grande paralysie jamais réalisée, mobilisant 40 millions de personnes dans 26 états. Entre les dizaines de catégories qui ont rejoint la grève, il faut souligner celles liées au transport, à l'enseignement des trois niveaux - public et privé -, les banques (22 états). À eux, il faut ajouter des métallurgistes (7 états), des salariés commerciaux (6 états), des travailleurs de l'électricité, les salariés de la chimie, des pétroliers et des travailleurs de l'assainissement de base et de la poste.

La grève doit son succès à deux causes. Malgré le soutien de grands médias, le gouvernement illégitime a perdu la bataille de communication sur sa proposition de réforme des retraites. Le sujet a suscité l'intérêt de tout le monde : impossible de suivre les événements sans contredire la proposition du gouvernement de travailler plus et de gagner moins que les actuels retraités. Tout cela dans un climat où Temer et un grand nombre de parlementaires sont cités dans des affaires de fraude et de pots de vin dans des procès concernant la corruption, le scandale du Lava Jato.

Le deuxième aspect important est le fait que le mouvement syndical et le mouvement social se sont présentés de façon unifiée, avec un appel à la grève signé par toutes les centrales syndicales et soutenu par les deux Fronts anti-putsch - Front peuple sans peur et Front Brésil populaire, auxquels s'ajoutent différents collectifs, partis de gauche, mais aussi des mouvements régionaux comme le Bloc de la gauche socialiste. Plus que la somme des forces engagées, l'unité réussie a eu comme conséquence l'incitation à une participation encore plus massive. Face à l'offensive contre les droits sociaux et du travail, jamais les syndicats, les mouvements et les partis liés à la lutte des travailleurs, ne s'étaient présentés comme un seul corps politique et social. Maintenir et approfondir l'unité arrachée a été et est toujours une tâche pour tous et une condition nécessaire pour stopper les contre-réformes.

Néanmoins, il fallait s'attendre à une forte réaction face à un tel poids des mouvements et des foules. La dynamique de mobilisation s'est réalisée sous un climat répressif de la part des autorités. Les manifestants dans quelques villes, surtout à la ville de Rio de Janeiro, ont subi une répression déchaînée.

À partir de cette unité, les luttes ont émergé comme une continuité. Le 28 avril n'a pas été seulement le début de la reprise consciente de la lutte. Suite aux réunions de bilan de la grève générale, au niveau des Etats et au niveau national, une nouvelle échéance unitaire a été décidée, celle d'une grande marche vers la capitale du pays à Brasilia le 24 mai sous le mot d'ordre « Occupe Brasilia ! ». La prévision est une participation de caravanes provenant de tout le pays avec 100 000 personnes.

La perspective de convocation d'une nouvelle grève générale pendant deux jours n'est pas écartée. Il s'agit d'une proposition des secteurs les plus à gauche du mouvement. Le maintien de la cible d'affrontement contre les pseudos réformes du gouvernement Temer dépend de l'unité autour du calendrier et des actions de dénonciation et des luttes, tâche ardue...

Tentative de diversion !

L'attention d'une grande part du mouvement social a été déviée vers les procès de corruption de ladite opération Lava Jato, à laquelle l'ex-président Lula fait face. Ce fait mérite approfondissement.

Les nécessaires dénonciations commises par le pouvoir judiciaire au cours du jugement de Lula ne peuvent pas occulter l'opération des secteurs du PT utilisant ce procès pour rendre visible l'ex-président Lula, en lui collant un rôle de victime, comme une façon de le projeter pour les élections présidentielles de 2018. Une façon de présenter sa réélection comme la solution à tous les maux commis par Temer. Il est le candidat favori pour les élections de 2018, ce qui reste un dilemme pour le juge Moro : sa condamnation est un problème, son acquittement en est un autre...

L'instruction de Lula ce 10 mai, dans la ville de Curitiba, est devenue un évènement national et international pendant toute la semaine, ce qui a détourné l'attention de la question des mobilisations contre les réformes néo-libérales. En conséquence, les efforts pour la construction de l'unité des mouvements risquent de se fragiliser. Le risque est, pour la gauche, d'être polarisée par le duel entre Lula et le juge Moro. De devoir se déterminer par rapport à une campagne électorale de soutien à Lula alors que la priorité est l'unité face à l'agenda des réformes des retraites et du travail.

Le mouvement qui s'est construit pour la grève du 28 avril devra affronter, donc, plusieurs épreuves. La répression des manifestations, comme celle à venir de l'occupation de Brasilia qui pourrait être encore plus violente que celle du 28, ajoutée aux discours de mépris des gouvernants dans les médias. Et aussi le risque de dévoiement de la mobilisation vers le renforcement de la campagne présidentielle en faveur de Lula en 2018.

Nonobstant ces obstacles, la lutte continue comme une nécessité impérieuse par des actions unitaires contre les attaques réactionnaires et comme le seul recours pour affaiblir et pressionner ce gouvernement illégitime et putschiste à dégager.

Le mercredi 17 mai, les médias ont diffusé une information qui a bouleversé le scénario politique connue de tous : la dénonciation faite par le grand entrepreneur Joesley Batista quant à l'implication du président Michel Temer dans les affaires de corruption mais aussi le paiement à l'ex-président de la Chambre des Députés, Eduardo Cunha, maintenant emprisonné, afin qu'il organise le silence sur ces affaires avec Temer et d'autres dirigeants de l'actuel gouvernement. L'implication de Temer dans des affaires de corruption avait déjà été dénoncée antérieurement, elle n'était pas du tout une nouveauté. Mais ce qu'on savait, jusqu'à maintenant, concernait des affaires d'avant le début

de son gouvernement. Or, par la Constitution brésilienne, le président ne peut pas être jugé, pendant son mandat, pour des questions antérieures à celui-ci. La dénonciation faite par Joesley Batista, par contre, portait sur des affaires récentes. En plus, elle a été appuyée par des de preuves accablantes.

Des manifestation pour la démission de Temer ont commencé le 17 mai même et se sont amplifiées le jour suivant. Des milliers de manifestants sont sortis dans les rues des grands villes : 70 000 à Rio, des dizaines de milliers à São Paulo, à Brasilia, à Belo Horizonte, à Recife ou ailleurs, sous les mots d'ordre « Temer Dehors » ! (« Fora Temer ») et « Directes tout de suite » (« Diretas Já »), pour demander de nouvelles élections. Le 18 mai, la Bourse a été fermée pourr quelques heures, et les partis politiques d'opposition ont signé une déclaration de demande d'impeachment (démission) de Temer. Pour le moment, Temer a annoncé qu'il ne renoncera pas.

Il semble que les milieux bourgeois (les seuls qui soutenaient le gouvernement, qui avait approbation de seulement 4% de la population) sont déjà convaincus que Temer doit être remplacé : il n'est plus en mesure de faciliter l'adoption des réformes néolibérales. Mais ils recherchent un accord qui permette une sortie de Temer sans traumatisme trop fort.

Les manifestations pour la démission de Temer continueront les prochains jours. Et, d'un autre côté, la marche vers Brasília le 24 mai conserve toute son importance, mais elle a maintenant deux objectifs : empêcher l'adoption des réformes néolibérales et réussir non seulement la démission de Temer (si il garde son poste jusqu'à là) mais aussi la réalisation de nouvelles élections directes.